

Des trois crises qui attirent présentement l'attention sur la scène économique mondiale – celle de l'immobilier (et parallèlement du papier commercial adossé à des actifs), celle du pétrole et celle du manque de nourriture – la crise alimentaire est de loin la plus grave. Alors qu'aux États-Unis et au Canada, les gouvernements s'inquiètent de la valeur décroissante des titres bancaires, des liquidités financières et de la possibilité d'un ralentissement économique, les pays en développement ont vécu une recrudescence alarmante de pénuries de nourriture, de protestations sociales, d'émeutes et craignent que les rangs des affamés grossissent de plusieurs millions de familles supplémentaires. Pendant ce temps, le Canada a engrangé des bénéfices énormes grâce à son statut d'exportateur net d'énergie, de nourriture et d'engrais.

Les facteurs en cause

L'énergie

Le prix de l'énergie augmente graduellement depuis plusieurs années, même si la hausse a été plus spectaculaire lors de la dernière année (voir Figure 1). Le prix des aliments a suivi une tendance similaire (voir Figure 2), c'est-à-dire une ascension brusque et récente, ce qui a poussé certains observateurs à se demander si le prix du carburant entraîne celui des aliments par l'entremise du coût des engrais, de la machinerie agricole et du transport des marchandises. Ce n'est pourtant pas le cas : selon le ministère canadien de l'Agriculture, le carburant et l'engrais ne comptent que pour environ 15 % des dépenses agricoles et le prix de ces intrants a augmenté de 20 % de 2006 à 2007¹. En d'autres termes, le carburant et l'engrais n'expliquent qu'une hausse d'approximativement 3 % des dépenses agricoles. On peut donc affirmer que le prix du carburant, en tant que coût de production, n'a pas d'impact direct sur le prix des aliments au Canada.

Cependant, le marché alimentaire canadien est très différent de celui du Malawi par exemple. Au Canada, le prix des céréales à la sortie de la ferme ne compte que pour une fraction du prix payé au supermarché : le traitement, l'emballage, le transport, la commercialisation et la vente au détail représentent pratiquement la totalité du coût d'un paquet de riz. Au Malawi, par opposition, tout comme dans la plus grande partie de l'Afrique et de l'Asie, le chemin de la récolte jusqu'au marché est beaucoup plus court. Par conséquent, le fait que le prix de plusieurs céréales a doublé au cours des deux dernières années n'a causé une



hausse du prix des aliments que de 4 ou 5 % dans les pays développés, mais a conduit à des augmentations impressionnantes en pourcentage dans les pays en développement. Les ménages qui ne vivent qu'avec quelques dollars par jour ont subi un déclin marqué de leur pouvoir d'achat et les agences d'aide internationale déclarent de façon universelle que les hausses récentes du prix des aliments causeront une famine chez de dizaines de millions de personnes, qui elle-même conduira à des millions de morts de plus.

La demande des pays en développement

Le second facteur accusé d'être responsable de la hausse du prix des aliments provient du côté de la demande, plus particulièrement du niveau de vie en croissance en Chine, en Inde et dans une grande partie des pays en développement. Il s'agit d'une variante de la peur malthusienne² que la croissance démographique créera une telle pression sur la capacité de production alimentaire mondiale que les hausses de prix finiront par éliminer les demandeurs plutôt que la demande excédentaire. Pire encore, non seulement la demande pour les aliments de base continuera de

1. Agriculture et Agroalimentaire Canada, *Canada : achats agricoles de carburant et d'engrais*, Bulletin bimensuel, vol. 27, no 4, 28 mars 2008.

2. De l'économiste Thomas Robert Malthus (1766-1834), qui formulait cette idée dans son *Essai sur le principe de population* (six éditions ont été publiées de 1798 à 1826).

Le Point

sur la crise alimentaire mondiale

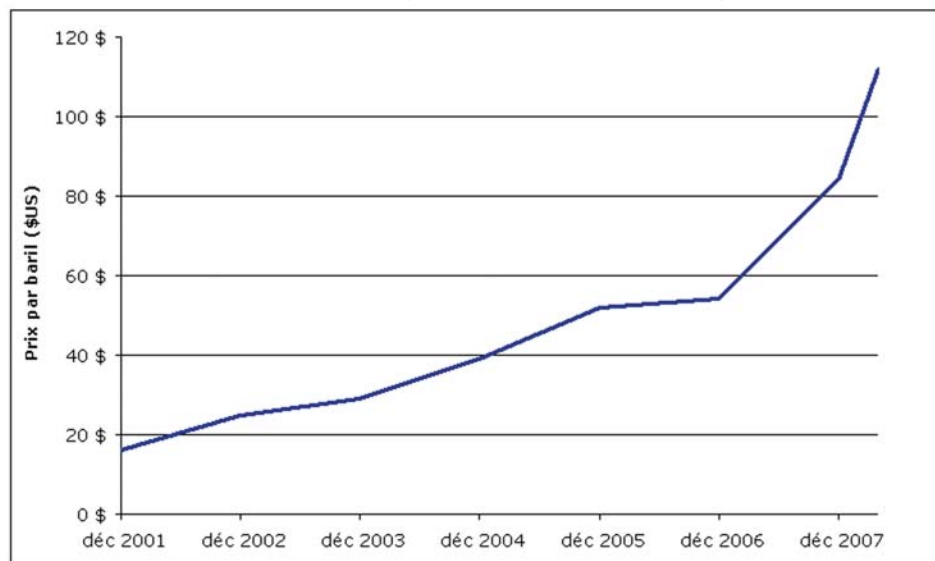
croître parallèlement aux revenus, mais celle pour la viande (dont la production nécessite une grande quantité d'énergie) augmentera encore plus rapidement.

Bien que la croissance des revenus à l'échelle mondiale maintiendra effectivement une pression sur les prix, elle ne peut expliquer l'explosion imprévue du prix des aliments observée lors des deux dernières années. Si la demande de la part de l'Inde et de la Chine était responsable, les prix auraient dû augmenter lentement et non rapidement puisque le taux de croissance de la demande pour des céréales n'a pas varié substantiellement au cours des dix dernières années.

L'offre en léger déclin

Le troisième candidat pointé du doigt pour la hausse du prix des aliments provient quant à lui du côté de l'offre. L'IFDC (un centre international d'étude sur la fertilité des sols et le développement agricole) rapporte que « la production mondiale de céréales a diminué de 2,05 milliards de tonnes en 2005-2006 à 2,01 milliards de tonnes en 2006-2007, en partie parce qu'une sécheresse a restreint la récolte de blé de l'Australie. De plus, les réserves mondiales de céréales ont chuté à leur plus bas niveau des vingt dernières années, de 471 millions de tonnes à 428 millions de tonnes, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) »³. Puisque la demande pour des céréales est relativement insensible aux changements de prix, de petits changements dans l'offre et la demande peuvent causer d'importantes variations de prix. Dans le cas présent, le déclin de l'offre est de l'ordre de 2 % et si la demande

Figure 1
Prix du pétrole (décembre 2001 à avril 2008)



Source : Illinois Oil & Gas Association.

augmente de 4 % par exemple, cela signifie que les prix pourraient augmenter de beaucoup plus que 6 % en raison de la faible élasticité de la demande.

L'éthanol et autres biocarburants

Le quatrième suspect sur la scène du crime est le programme incroyablement malavisé d'éthanol et d'autres biocarburants aux États-Unis (et au Canada). Beaucoup d'encre a coulé à propos de cette mesure, pourtant on ne se rend pas toujours compte de la gravité de ses conséquences. Alors que cette politique visait à réduire la dépendance américaine envers ses importations de pétrole tout en employant un carburant moins dommageable pour l'environnement, elle échoue sur les deux plans. Même si la totalité des terres américaines dédiées au maïs étaient consacrées à l'éthanol, cela ne réduirait que d'une faible proportion les importations de pétrole. De plus, une quantité telle de carburant traditionnel est utilisée dans la production d'éthanol

qu'il existe des doutes à savoir s'il réduit réellement les émissions de carbone et même s'il mène à la création nette d'énergie. Et c'est sans compter le fait que le programme accorde un crédit d'impôt aux producteurs locaux et impose un tarif douanier à l'éthanol brésilien à base de sucre qui est plus abordable et moins polluant.

La croissance des installations de production d'éthanol a été fulgurante dans les deux dernières années : il y en a maintenant près de 200 aux États-Unis. Si l'expansion maintient son rythme actuel, l'objectif d'obtenir une capacité de production annuelle de 35 milliards de gallons d'ici 2017 pourrait être atteint plusieurs années à l'avance. Les subventions s'élèvent présentement à 10 milliards de dollars par année et le prix de l'éthanol à la pompe ne couvre qu'une fraction du coût de production.

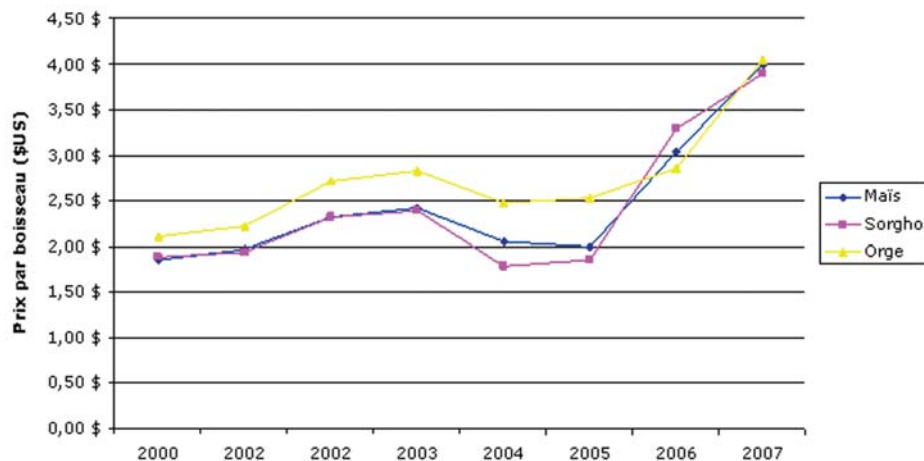
La réaction a été phénoménale du côté de l'offre, au sens où l'utilisation de maïs a été détournée de

3. Voir Thomas Hargrove, « World fertilizer prices soar as food and fuel economies merge », février 2008.

Le Point

sur la crise alimentaire mondiale

Figure 2
Prix du maïs, du sorgho et de l'orge
à la sortie de la ferme aux États-Unis (2000 à 2007)



Source : U.S. Department of Agriculture – Economic Research Service.

l'alimentation animale et de la consommation humaine (comme légume et édulcorant) vers l'éthanol. On estime que jusqu'à un quart des terres dédiées au maïs sera consacré à l'éthanol en 2008. Une certaine réaffectation des terres du soja et du blé vers le maïs a réduit l'offre de ces céréales par rapport à ce qu'elle aurait été normalement et a donc contribué à en augmenter le prix.

Le coût de l'engrais

La demande croissante envers des terres dédiées au maïs n'est pas la seule conséquence liée aux politiques de soutien de l'éthanol. Grâce à des prix plus élevés à la sortie de la ferme, il devient rentable d'utiliser davantage d'intrants afin de gonfler la production. Les engrais à base d'azote font des merveilles pour le maïs, ce qui explique que la forte demande pour ces engrais, de même que pour d'autres à base de phosphate et pour la potasse, pousse les prix à la hausse. De plus, puisque le gaz naturel est

l'un des ingrédients principaux de certains engrais, son prix de plus en plus élevé (pour des raisons indépendantes) dans les dernières années a aussi contribué à la hausse de leur coût.

L'IDFC rapporte que le prix du phosphate diammonique s'établissait à 250 \$ la tonne en janvier 2007 et avait triplé à 750 \$ en janvier 2008. Le prix de l'urée est passé de 272 à 415 \$ la tonne pendant la même période et le prix (à Vancouver) du chlorure de potassium de 172 à 352 \$ la tonne. Le Canada est le plus important exportateur de potasse au monde et un grand exportateur d'engrais. Cette industrie est concentrée en Alberta et en Saskatchewan. Sa rentabilité est reflétée dans la valeur des actions de la Potash Corporation of Saskatchewan. En tenant compte du fractionnement d'actions, leur prix est passé de 10 \$ à la fin 2000 à 60 \$ en mai 2007 et à 180 \$ en avril 2008⁴.

Bien que la prospérité du marché mondial de l'engrais soit une bé-

nédiction pour l'économie canadienne, cela nuit également à l'agriculture de subsistance dans les pays en développement. Jeffrey Sachs, directeur de l'Earth Institute à l'Université Columbia et conseiller spécial du secrétaire général des Nations Unies, est un défenseur de l'aide sous forme d'engrais aux pays en développement. Il soutient que l'agriculture peut être beaucoup plus efficace et produire de plus larges récoltes, particulièrement en Afrique, si les bons intrants sont employés. Toutefois, des millions de fermiers ne peuvent se les permettre aux prix actuels.

Des solutions

En résumé : une croissance à long terme de l'économie mondiale devrait maintenir la tendance à la hausse de la demande pour les denrées agricoles. Les brusques hausses de prix observées récemment ont été provoquées d'abord par une série de chocs à court terme et par des politiques publiques malavisées dont certains pays (comme le Canada) ont profité, mais qui causent une souffrance immense à d'autres endroits. La question cruciale est donc : que faire pour améliorer la situation?

L'augmentation de l'offre est la réponse. Malgré les prédictions catastrophiques de malthusiens comme Paul Erlich et son Club de Rome dans les années 1970, le monde a encore une énorme capacité de production de nourriture en réserve. Au moins trois voies permettant d'augmenter l'offre existent.

Premièrement, les négociations commerciales mondiales ont été singulièrement infructueuses dans

4. Vérifié sur Yahoo Finance (code « POT »).

Le Point

sur la crise alimentaire mondiale

le secteur de l'agriculture. Contrairement à l'esprit d'ententes comme l'Accord de libre-échange nord-américain, qui a favorisé l'échange de capital, de biens de consommation et de travailleurs, la plupart des économies développées ont choisi de mettre en place des structures protectionnistes en matière agricole. Le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a lancé un appel au démantèlement du protectionnisme qui appauvrit les pays en développement en entravant leur capacité d'exporter leur production. L'ère actuelle de prix élevés semble une occasion en or d'éliminer de telles barrières. Pourtant, le Canada est opposé à un tel changement, tant à l'échelle fédérale que provinciale. Il en est de même de la majeure partie de l'Union européenne et des États-Unis.

Les subventions massives reçues par l'agriculture occidentale ont empêché plusieurs pays pauvres de se développer et d'investir dans leur propre secteur. Non seulement les pays industrialisés ont subventionné leurs propres producteurs, mais ils ont souvent écoulé leurs surplus sur les marchés internationaux, coupant ainsi l'herbe sous le pied des producteurs des pays en développement. Maintenant que la crise alimentaire fait ses ravages, ces derniers se trouvent dans la position difficile d'avoir à réclamer de l'aide inter-

nationale de pays qui ont historiquement eu tendance à leur nuire.

Deuxièmement, des gains d'efficacité à grande échelle sont encore largement possibles grâce un meilleur usage des intrants, notamment les engrais (malgré leur hausse de prix récente). À titre d'exemple, les producteurs de riz au Bangladesh commencent à utiliser un engrais à base d'azote se présentant sous forme de briquettes. Plutôt que de « diffuser » un engrais granuleux dans les rizières et de voir la majeure partie emportée par les eaux, ils plantent des briquettes à la base des racines, ce qui nécessite moitié moins d'engrais et produit un rendement 20 % supérieur. En outre, cela signifie que des graines qui produisent un rendement supérieur et qui sont plus résistantes aux maladies sont disponibles sur les marchés mondiaux. Le défi est donc de fournir ces nouveaux engrais aux fermiers dont le capital est limité. Des technologies semblables ont permis la « Révolution verte » des années 1960 et 1970 en Inde et ailleurs qui a sauvé des millions de personnes de la famine.

Troisièmement, il reste une abondance de terres dans les pays à revenus moyens qui ne sont pas convoitées pour le développement urbain. C'est particulièrement vrai pour l'ancien bloc de l'Est, où la

production de nourriture était lamentablement inefficace sous le système collectiviste. Jusqu'à très récemment, le problème consistait à savoir comment réduire la trop grande surface de terres agricoles utilisées à la suite de la croissance de la production, depuis la conversion à la propriété privée.

En conclusion, la solution à la hausse récente des prix de la nourriture est de remettre la production sur la bonne voie. L'économie mondiale comporte une capacité d'approvisionnement agricole et des possibilités d'amélioration de l'efficacité amplement suffisantes pour compenser l'impact des chocs d'offre, d'une politique énergétique malavisée aux États-Unis et de politiques protectionnistes en général dans les pays industrialisés. À quel point la hausse de la production peut-elle se manifester rapidement sur le marché demeure incertain. Sur les marchés de céréales du Kansas et de Chicago, le prix des livraisons qui arrivent à échéance à la fin 2010 est similaire au prix des livraisons dues pour la fin 2008. On peut en conclure que les marchés financiers prévoient qu'il faudra du temps avant que l'offre rattrape la croissance constante de la demande.

L'Institut économique de Montréal (IEDM) est un organisme de recherche et d'éducation indépendant, non partisan et sans but lucratif. Il oeuvre à la promotion de l'approche économique dans l'étude des politiques publiques.

Fruit de l'initiative commune d'entrepreneurs, d'universitaires et d'économistes, l'IEDM n'accepte aucun financement public.

Abonnement annuel aux publications de l'Institut économique de Montréal : 125,00 \$.

Présidente du conseil

Hélène Desmarais

Président

Paul Daniel Muller

Vice-président et économiste en chef

Marcel Boyer

Les opinions émises dans cette publication ne représentent pas nécessairement celles de l'IEDM ou des membres de son conseil d'administration.

La présente publication n'implique aucunement que l'IEDM ou des membres de son conseil d'administration souhaitent l'adoption ou le rejet d'un projet de loi, quel qu'il soit.

Reproduction autorisée à des fins éducatives et non commerciales à condition de mentionner la source.

Maquette et montage : Gilles Guénette

Institut économique de Montréal
© 2008